

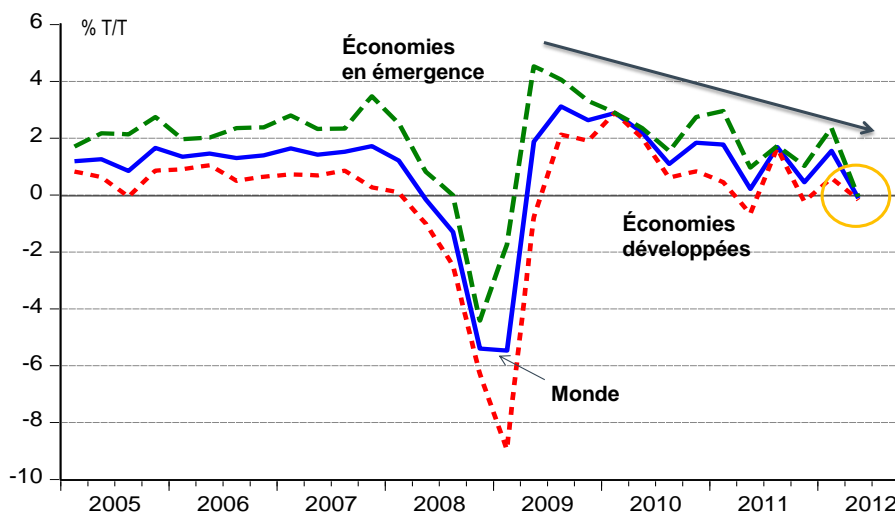


PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

Au cours des derniers mois, l'économie mondiale a perdu son élan alors que le taux de croissance de la production industrielle est retombé à zéro dans les pays développés et émergents. Certains signes d'amélioration apparaissent, notamment aux États-Unis, mais la croissance économique mondiale reste faible et les risques baissiers prédominent.

Depuis 2008, les banques centrales mondiales, notamment la Réserve fédérale américaine, sont parvenues à fournir un soutien important à l'économie de la planète en mettant en place des politiques monétaires non conventionnelles. Cependant, leur efficacité semble aller en diminuant. Alors que la marge de manœuvre des décideurs devient de plus en plus mince, le retour à une croissance durable de l'économie mondiale exigera des autorités des décisions judicieuses en matière de politique économique. Plus important encore, la capacité d'exécuter ces décisions avec efficacité et crédibilité sera cruciale.

L'économie mondiale décélère
Croissance trimestrielle de la production industrielle



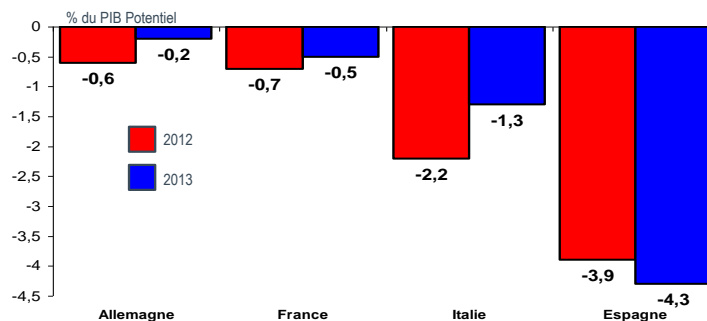
Sources : Caisse de dépôt et placement du Québec, CPB Netherlands Bureau for Economic Policy Analysis, Datastream

En Europe, la crise de la dette souveraine et bancaire a plus d'une fois suscité une réaction mitigée des autorités, les solutions étant adoptées tardivement au terme de débats houleux, en plus d'être difficiles à implanter. En conséquence, la crise s'est détériorée au point de représenter une menace réelle, non seulement pour l'Europe, mais pour l'économie mondiale.

Au deuxième trimestre 2012, la zone euro a renoué avec la récession en raison de l'austérité budgétaire sans précédent instaurée dans plusieurs pays, notamment en Italie et en Espagne, qui a résulté en une forte contraction de leur économie. Alors que la rigueur budgétaire constitue un élément essentiel pour enrayer le problème de la dette, l'affaiblissement de plus en plus marqué de l'économie européenne remet en question la sévérité des mesures actuelles. Depuis le sommet de la zone euro qui s'est tenu à la fin juin, une solution définitive semble néanmoins prendre forme pour résoudre la crise de la dette. Quoi qu'il en soit, l'Europe aura besoin d'un plan de relance vigoureux et bien mené pour restaurer la croissance économique.

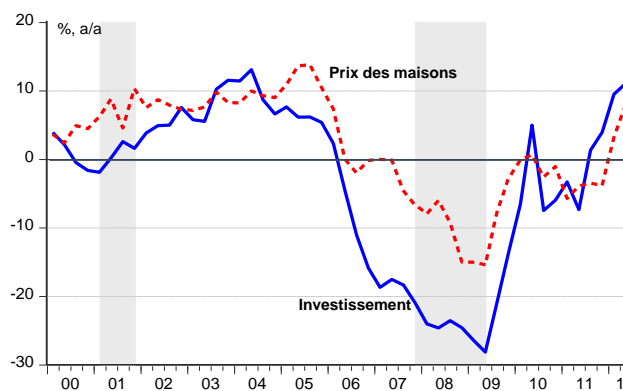
Les États-Unis sont également dans un processus de réduction de leurs dettes. L'histoire démontre que ces épisodes de désendettement se mesurent en années et qu'ils sont caractérisés par une croissance faible et fragile. Jusqu'à présent, les ménages américains ont réalisé des progrès importants en ce qui a trait à l'assainissement de leur bilan. Il y a aussi de bonnes raisons de croire que le secteur immobilier, après avoir atteint son nadir, a commencé à s'améliorer. Cependant, la dette du pays a considérablement augmenté depuis le début de la crise financière et le prochain gouvernement ne pourra faire autrement que de mettre de l'ordre dans les finances publiques. La manière et la rapidité avec laquelle ce processus sera enclenché pourraient influencer les perspectives économiques. Même si une solution est trouvée pour s'attaquer à ce qu'on appelle communément le « précipice budgétaire » (*fiscal cliff*) par le biais d'un plan de rigueur budgétaire échelonné sur plusieurs années, le résultat sera au mieux une croissance modeste de l'économie. Une ferme volonté politique et une meilleure collaboration entre les partis seront nécessaires pour bien gérer la situation. Les risques de dysfonctionnement à cet égard demeurent toutefois bien présents.

Austérité dans les quatre principaux pays de la zone euro
Resserrement de la politique budgétaire en pourcentage du PIB potentiel



Sources : Caisse de dépôt et placement du Québec, données du FMI

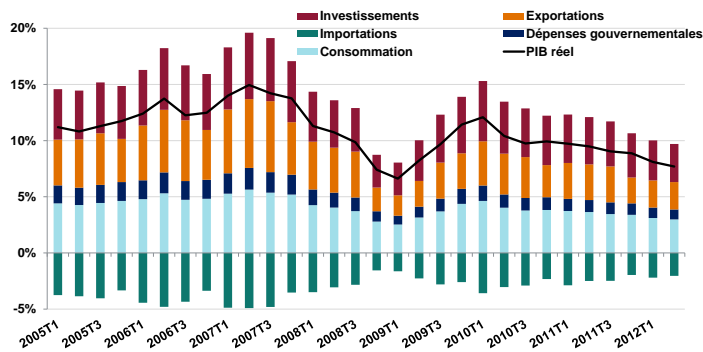
Marché du logement aux États-Unis : le pire est passé
Investissements résidentiels réels et prix médian des maisons unifamiliales



Sources : Caisse de dépôt et placement du Québec, Datastream

En Chine, le taux de croissance de l'économie a baissé de façon importante, passant de quelque 10 % à environ 7,5 % au cours des 18 derniers mois. Ce ralentissement est attribuable au resserrement de la politique monétaire par les autorités chinoises tout au long de l'année 2010 et au début de 2011, de même qu'à une baisse plus récente de la demande en provenance de l'Europe. Dès novembre dernier, celles-ci ont réagi en mettant en œuvre une série de mesures destinées à stimuler la croissance, laquelle devrait prochainement faire sentir ses effets. Néanmoins, la Chine est confrontée à un défi majeur pour les prochaines années alors qu'il devient évident que la croissance devra s'appuyer davantage sur la consommation intérieure et beaucoup moins sur les investissements et les exportations. Compte tenu de l'importance de l'économie chinoise pour le Canada et, surtout, les marchés financiers canadiens, il sera important que ce défi soit adéquatement relevé.

Chine : la croissance décélère
Composantes de la croissance du PIB réel

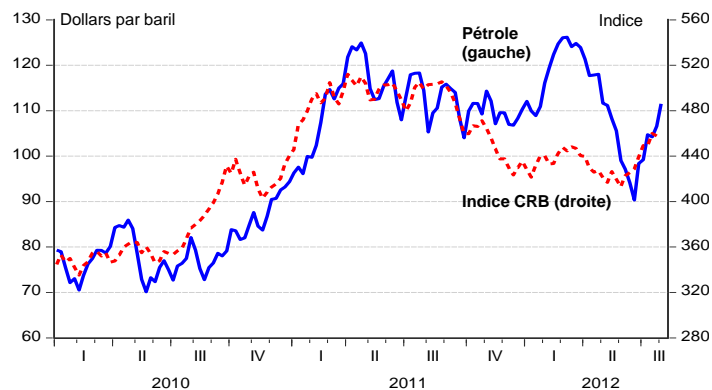


Sources : Caisse de dépôt et placement du Québec, Oxford Economics

D'autres pays émergents, comme le Brésil et l'Inde, ont connu une forte décélération de leur croissance économique au cours des derniers mois. Ils devront donc redoubler d'efforts pour mettre en place les réformes qui permettront à leur économie de retrouver un rythme de croissance plus rapide.

Les prix de plusieurs denrées alimentaires ont augmenté dans les dernières semaines en raison des mauvaises conditions météorologiques qui ont sévi dans plusieurs régions agricoles de la planète. Le prix du pétrole Brent a aussi crû, notamment en raison d'une hausse des tensions géopolitiques au Moyen-Orient et de l'embargo imposé par les Nations unies sur les importations de pétrole iranien. Si ces prix devaient continuer de croître, ou même demeurer aux niveaux actuels, la croissance économique mondiale pourrait être affectée de façon négative.

Les prix de l'énergie et de la nourriture s'emballent
Prix du pétrole Brent et indice de la nourriture du Commodity Research Bureau (CRB)



Source : Caisse de dépôt et placement du Québec (via Datastream)